



La Coopération des idées

REVUE D'EDUCATION SOCIALE

Paraissant le 1^{er} et le 16 de chaque mois

Directeur : G. DEHERME



SOMMAIRE :

- G. DEHERME..... *Les Prolétaires.*
EDMOND THAUDIÈRE..... *La Cité terrestre. III.*
PAR TOUS..... *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
G. BOURLIER..... *Le Mouvement syndical chez les Instituteurs*
G. DEHERME..... *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

30, Rue Jacob, 30 — (6^e Arrond.)

LA Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant la Rédaction
et la Direction à M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)*

*Adresser toutes les communications relatives à l'Administration
à M. RIVIÈRE, Editeur*

30, Rue Jacob, PARIS. — Téléphone 816-81

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est terminé sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement, pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de refuser au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — L'Union Coopérative doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.
Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. - PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

DIRECTEUR : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

Les Prolétaires

Les prolétaires, si l'on désigne ainsi les membres, hommes, femmes et enfants, de la classe ouvrière salariée, ne constituent que le cinquième de la population française. Les salariés agricoles ne sauraient être confondus avec les prolétaires ouvriers. Ils n'ont, d'ailleurs, qu'un rôle passif dans le mouvement politique et social présent. Quant à ce qu'on a appelé le prolétaire intellectuel, ce n'est que le bohème; et le bohème d'aujourd'hui, dans un système qui favorise et suscite tous les parasitismes, c'est le député et le ministre de demain. En attendant, et simplement pour se pousser, il n'agit que comme ferment de dissolution. Il détourne l'ouvrier de ses voies en provoquant et justifiant par la faconde universitaire de ses sophismes les impulsives révoltes de la misère et de l'ignorance.

Nous n'envisageons donc, ici, que le prolétariat ouvrier. Agent formidable de désagrégation sous un régime parlementaire, nous voudrions qu'il devint le plus efficace agent de reconstitution sociale.

Chimère?... C'est ce que nous verrons. Mais soyons assurés que si, en France, les hommes de bonne

volonté que nous nous proposons de grouper échouent dans ce projet de rallier le prolétariat à la société et d'ouvrir la société au prolétariat, de discipliner le prolétariat à la nécessité de l'ordre et d'animer la société de la volonté sincère du progrès. — c'en est fait déjà de la patrie française.

—)o(—

Mais pourquoi accorder tant d'importance à une classe qui ne compte après tout que pour un cinquième de la population?

Pourquoi? Parce que, d'abord, ces huit millions de Français sont hors la patrie. Ils n'y sont liés que par quelques devoirs incompris et quelques droits fallacieux. Ils n'y sont pas incorporés vraiment. Suppose-t-on que cela soit indifférent?

Le paysan a sa terre, qui est souvent celle de ses ancêtres. Même l'ouvrier agricole n'est pas sans avoir son lopin (il n'y a pas moins de 5 millions de propriétaires agricoles). En tout cas, il ne s'engage qu'à l'année, à tout le moins au mois. Fermiers et valets travaillent sous le même soleil, ils dorment sous la même chaume, mangent ensemble, portent la même blouse. Ils ont entre eux les rapports d'humanité que leur mentalité et leur sensibilité peuvent établir. L'un et l'autre sont bien enracinés, ils ont leur foyer, leur village, leurs traditions. Leur vie est dure, leurs plaisirs restreints, leur bien-être médiocre; mais ils ignorent les affres du chômage, de l'invalidité, et, somme toute, la misère est rare à la campagne. Vraiment le paysan peut concevoir qu'il perdrait quelque chose si le pays était envahi et conquis.

—)o(—

Mais l'ouvrier? Sans doute, son sort paraît meilleur, il a des salaires bien plus élevés que les gains

des cultivateurs, il est indépendant, il a les plaisirs de la ville, il jouit d'un certain confort, il peut même, s'il en a le goût, profiter des musées, bibliothèques, cours et conférences, associations, etc... Et pour beaucoup, et pour lui-même, qui est souvent un fils de paysan attiré par les facilités de la ville, c'est une situation plus enviable que celle du cultivateur. Mais, on l'entend bien, il ne s'agit pas ici des idées personnelles que chacun se peut faire du bonheur, mais des conditions sociales qui le réalisent pour le plus grand nombre, dans l'ordre.

L'ouvrier n'a pas de racines, car il n'a pas de foyer. La machine lui prend sa femme et son enfant (presque la moitié des femmes françaises, 6.300.000 sur 14.300.000, la grande majorité des femmes prolétaires sont salariées). Une machine nouvelle, le jeu des forces économiques non réglées, quelquefois la spéculation des financiers anonymes ou la volonté du patron à qui l'opinion publique n'impose plus aucun devoir, moins que cela encore, une simple modification du caprice de la mode le jette sur le pavé ou l'oblige à se déplacer. Le serf avait sa cahute auprès du donjon de son seigneur, qui l'exploitait mais qui le protégeait: l'ouvrier n'a que des gîtes provisoires. Il n'est que campé dans la société. Il ne saurait rattacher aucun souvenir réconfortant à son triste logis. Ce n'est pas là que ses ancêtres ont vécu, ce n'est pas là qu'il est né, ce n'est pas là qu'il mourra, et il n'a aucun désir de l'aménager, et il s'y sent comme en prison. Voilà pourquoi il va au cabaret.

Aucune sécurité. La misère est là, toujours menaçante, — même pour les meilleurs. On lui prêche la prévoyance, l'économie. Certes, quelques-uns pourraient économiser, aux bons jours, sur leurs dépen-

ses en tabac, alcool, ou autres futilités plus ou moins nocives; mais les autres?... Ce n'est pas dans la nature sociale du prolétaire d'économiser. C'est donc proprement le dénaturer que de l'amener à séparer sa cause de celle de ses compagnons, de gâcher sa généreuse insouciance dont une société constituée positivement saura tirer le meilleur parti.

L'ouvrier n'a aucune sécurité. Il est engagé à la semaine, parfois à la journée. Dans certaines professions, celle des typographes, par exemple, il n'est pas rare qu'on embauche pour un coup de main de deux ou trois heures seulement. Le patron n'a pas à se gêner, il sait qu'il y a toujours la réserve patiente des sans-travail à sa disposition. Il ne prend donc l'ouvrier que pour le moment précis où il en a besoin. L'économiste peut s'en féliciter puisqu'il y a diminution de frais généraux, mais le sociologue qui tient compte de l'humanité s'inquiète.

L'usine, pouvant choisir, élimine les vieux, les fourbus, les infirmes. Et c'est d'autant plus triste qu'elle a dissous le foyer où, autrefois, ils trouvaient un refuge. Il y aura à montrer un jour ce que le machinisme au service d'un capitalisme effréné, sans responsabilité, a gaspillé de forces vives.

La machine a contribué à diminuer la valeur professionnelle de l'ouvrier, qui lui était une force de résistance à l'exploitation et une source de joies. On parle beaucoup en ce moment de « la crise de l'apprentissage »; mais on n'en voit pas la cause. C'est une des pires choses qui soient que le travail sans fierté, pour le pain quotidien uniment. C'est ce travail-là qui provoque les « sabotages » dont nous sommes loin encore d'entrevoir toutes les funestes possibilités.

—)o(—

L'ouvrier n'est donc que campé dans la Cité. En l'isolant, on aurait pu le contenir. Mais le développement de la grande industrie a aggloméré des populations ouvrières considérables. Et c'eût sans grand péril encore, si l'institution malheureuse du suffrage universel n'avait fait surgir tout une légion de politiciens et de journalistes qui n'ont d'autres fonctions que d'exaspérer l'envie et la haine.

Tout de même, ces mauvais bergers n'auraient qu'une médiocre influence si le peuple connaissait d'autres éducateurs. Mais on sait ce que devinrent les universités populaires. Celui qui leur porta le premier coup est presque ministre aujourd'hui, — et c'est évidemment tout ce qu'il attendait du peuple.

L'éducation populaire ne consiste pas à faire des conférences, comme l'imaginent les cuistres, mais à vivre en sympathie, à comprendre et à se faire comprendre. Les démagogues, et c'est ce qui fait toute leur force, ont au moins cette apparence de la sympathie. C'est par le cœur qu'on prend le prolétaire, dont tout le génie, annihilé aujourd'hui, émane du cœur. Les bourgeois ne savent qu'étaler leur sécheresse, leur morgue et leur féroce égoïsme.

Les économistes ont prétendu faire de l'ouvrier un simple moyen de production comme la machine; les bourgeois ne le considèrent que comme un moyen de s'enrichir pour jouir. Et c'est ainsi qu'on a allumé toutes les colères, — d'autant plus redoutables que le principe en est juste. Ces colères ne s'éteindront plus: il y a trop de politiciens intéressés à les entretenir électoralement et trop de démagogues qui s'appliquent à les utiliser révolutionnairement.

Certes, le principe même du suffrage universel qui

consiste à faire choisir les dirigeants par les dirigés et à faire juger les supérieurs par les inférieurs est radicalement absurde. Il semble bien que la métaphysique politique ne puisse aller plus loin dans l'absurde. Et pourtant, que peut-on dire de ce système appliqué à une société en pleine crise, alors qu'il y a tout une classe non incorporée encore et qui représente les plus grandes agglomérations électorales?...

—)o(—

On s'indigne de voir l'antipatriotisme, l'action directe, et autres théories d'insurrection se propager si rapidement dans le prolétariat: on devrait plutôt s'étonner de ce que ces « intuitions » ne se soient pas déjà généralisées. Il faut au peuple un rude bon sens natif pour résister aux sophismes captieux des doctrines que les docteurs formés aux Facultés d'Etat élaborent à son usage. Il lui faut aussi un fonds inépuisable d'idéalisme pour tenir encore à ce qui le dépasse, malgré les leçons de l'école primaire, de la politique et celles de l'exemple des dirigeants. D'une invasion, c'est le paysan qui a tout à craindre, et l'on sait comment l'ouvrier s'est comporté en 1870-1871.

Que vient-on lui parler d'ordre, si l'on entend que de cet ordre il soit définitivement exclu? Peut-être avait-on pensé que le suffrage universel serait le « truc » qu'il fallait pour lui faire dédaigner l'existence sociale en lui donnant l'illusion de la puissance politique. C'était ne pas compter sur la corporation politicienne qui devait nécessairement se former pour exploiter le « truc » et sur les surenchères obligées de la concurrence.

Les prolétaires sont étrangers à la Cité, et de ces étrangers on fait dépendre l'administration et la di-

rection politique. Il fallait s'attendre, même si le principe n'était pas tout à fait absurde, à ce qu'ils en usassent en étrangers, c'est-à-dire en barbares. Jusqu'ici, ces barbares ont été timides.

Le prolétaire n'a plus rien à perdre à l'état social, ni foyer, ni sécurité, ni croyances, ni traditions. La dévolution des biens moraux a été complète. On lui a tout pris, on a tout dispersé, tout émietté, pour lui donner en place le bulletin de vote et la creuse Déclaration des Droits de l'Homme. Des droits? Quels droits positifs peut bien avoir le chômeur qui erre dans les rues de Paris, plus isolé dans la foule que le cannibale anthropoïde de la brousse africaine, plus affamé de l'âme et du corps, et ne connaissant aucune pitié ni aucune espérance? Peut-être ne lui parle-t-on tant des droits fallacieux qui l'annihilent en l'opposant que pour lui laisser ignorer les grands devoirs qui l'uniraient et le feraient fort.

—)o(—

Plus d'hypocrisie. La situation est tragique. Ce n'est pas en se refusant de voir, ni par les détours de la philanthropie ou des lois de circonstance qu'on en sortira.

Il n'y a qu'une issue. — c'est l'incorporation définitive du prolétariat à la société.

Il faut que l'ouvrier cesse d'être un moyen pour le lucre, il faut qu'il devienne un élément social responsable, il faut qu'il ait une famille et que sa famille ait un foyer, il faut que son travail l'honore parce qu'honorable, parce qu'utile à tous, parce qu'humain, il faut qu'il ait sa sécurité et celle des siens assurées et qu'il ne soit plus à la merci des coups de bourse, des inventions mécaniques, des aventures commerciales, etc.

Et ce ne sont pas des mots. La richesse étant sociale dans sa source doit devenir sociale dans sa destination. Voilà ce qu'il y a à faire entendre à ceux qui détiennent cette richesse, — et comme il faut.

Et, quand les riches auront enfin conscience de leurs devoirs, les pauvres reprendront conscience des leurs, malgré tout ce qui a été fait depuis un siècle dans le sens contraire.

—)o(—

N'entendons pas ainsi que la solution est que la richesse soit partagée entre tous, non plus que la direction politique et administrative soit occupée par tous. Ce serait l'universelle misère et la commune impuissance.

Entendons seulement que cette direction soit le mieux exercée et cette richesse le mieux gérée, sous l'impulsion et le contrôle de l'opinion publique organisée. Alors, cette autorité sociale déposera le chef insuffisant ou dépossèdera le riche indigne, comme au Moyen-Age on excommuniait les mécréants.

Cela paraîtra peut-être trop en dehors des idées du jour et trop sage pour obtenir l'adhésion du prolétariat. Pour les idées du jour, les souffrances du désordre social sauront bien les redresser. Quant à la sagesse du prolétariat, il n'est pas permis d'en désespérer. Pour qu'elle ait résisté, si peu qu'il en reste, à l'abrutissement intensif d'un demi-siècle de suffrage universel, il faut qu'elle soit profondément ancrée et qu'elle se nourrisse par les nécessités implacables de sa vie pratique.

Que voyons-nous aujourd'hui? D'elle-même l'élite prolétarienne se détourne des politiciens, même socialistes, et, dans ses syndicats confédérés, elle pré-

pare une réaction encore imprécise, mal définie, chaotique même, mais qui ne peut que s'éclairer par l'épreuve et s'ordonner à l'user.

C'est ce que nous examinerons prochainement.

G. DEHERME.

LA CITÉ TERRESTRE

(SUITE ET FIN)

III

Examinant ensuite, en philosophe, ce qu'on appelle le Progrès, M. Cimbali y voit une marche en avant très certaine, mais non toujours une amélioration.

En effet, cette marche en avant ne rend pas plus heureuse l'âme humaine, car il naît incessamment de besoins satisfaits d'autres besoins à satisfaire. Comme elle l'était dans le passé, la vie est, relativement à nous dans le présent, une alternative de désirs et d'efforts, de pensées et d'actions, de besoins et de tentatives pour les satisfaire. Et nous n'avons pas un seul moment de répit.

« Les rapports que nous avons avec nos semblables dans la vie sociale ne sont pas devenus meilleurs avec la civilisation. Les rivalités, les haines, les luttes sont restées aussi vives qu'autrefois; seuls les motifs ont pu changer; le fond du caractère de l'homme est resté identique. L'horizon de nos désirs, de nos aspirations, se déplace à mesure qu'avance l'Humanité, mais ceux qui viendront après nous ne seront pas plus heureux que nous ne l'étions. Au sur-

plus un sort contraire serait fort injuste. On ne saurait pas pourquoi ceux qui nous ont précédés auraient dû être plus infortunés que nous, et pourquoi nous devrions être plus infortunés, nous, que ceux qui nous suivront et qui bénéficieront de progrès plus extraordinaires que les nôtres.

« Et ce qui est vrai relativement aux périodes diverses de la civilisation, selon les temps, est vrai aussi relativement aux diverses formes que la civilisation prend dans le même temps, chez les divers peuples et au sein du même peuple relativement aux diverses classes, familles et personnes qui y sont comprises.

« De même qu'on peut être en progrès sans avoir pourtant une vie plus douce que l'ont eue ou l'ont encore des peuples ou des individus retardataires, on peut inversement être en déclin, sans souffrir davantage, et, là encore se montre l'admirable providence (1) qui dirige toutes choses, chaque horizon qui disparaît est un abîme, qui se comble. On a cessé d'être vaillant, robuste, beau, mais avec cela cessent les besoins et toutes les responsabilités de la vaillance, de la force, de la beauté. Et c'est alors que déploie toute sa vertu curatrice la loi de l'adaptation. Qui était accoutumé à la joie s'accoutume à la douleur; qui était accoutumé à la présence de personnes et de choses chères s'accoutume à leur absence; qui était accoutumé à la lumière s'accoutume aux ténèbres. On vivra d'autre façon qu'on a vécu précédemment, mais l'important est de vivre. »

Et sur cette force occulte qui nous pousse à vivre

(1) Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer ici ce qu'il y a de curieux à voir M. Cimbali qui se révèle, d'autre part, comme athée, saluer « l'admirable providence qui dirige toutes choses ».

et à engendrer d'autres êtres, malgré les bons motifs que nous avons de mépriser la vie, l'auteur a écrit d'admirables pages dignes d'un Lucrèce, d'un Montaigne ou d'un Schopenhauer.

« C'est l'illusion d'améliorer notre condition qui nous pousse à progresser, tandis que, si nous étions convaincus qu'en réalité nous ne serons pas plus heureux après qu'auparavant, nous jugerions préférable de rester stationnaires, ce qui nous épargnerait des fatigues inutiles.

« Mais comme les anciens le disaient, en parlant du Destin: *Volentes ducit, nolentes trahit*. Nous nous efforçons donc, quoi que nous puissions penser du résultat négatif de nos efforts. On sait bien que le but qu'on vise — richesse, amour, gloire, liberté, indépendance — ne vaut pas, même atteint, le prix qu'il coûte, mais on y tend quand même, parce que ne pas s'en soucier signifierait supprimer sa propre personne, renier notre esprit et notre âme, devenir simple chose.

« Il suit de là que les grandes réformes doivent être poursuivies et réalisées, non à cause du bien-être qu'elles peuvent assurer à l'Humanité, mais à cause du plus haut degré d'honneur qu'elles lui conquièrent. Et cette constatation n'est pas inutile pour nous épargner, après nos luttes épiques, les plus écrasantes désillusions et pour imposer silence aux sombres agents de la réaction et aux ennemis de la lumière. »

Très curieux le chapitre que l'auteur intitule « l'Esthétique de l'irrégularité », et où il développe cette idée que les dissensions, les persécutions, les crimes, les guerres, les révolutions, qui représentent les grandes irrégularités humaines, peuvent avoir de bons ré-

sultats, ne fût-ce qu'en tirant de sa torpeur la société où elles se produisent. Au surplus, le mal naît souvent du bien, ce qui ne veut pas dire toutefois qu'il faille favoriser le mal.

Ailleurs, M. Cimbalj se moque agréablement des philosophes de l'utopie, de ceux qui voudraient changer la face incommutable des choses, qui versent, dit-il, de chaudes larmes parce que les Africains sont noirs et les Asiatiques jaunes, tandis que les Européens ont le privilège d'être blancs; de ceux qui voudraient donner au sexe féminin la prépondérance sur le sexe masculin et mettre la femme au timon des choses sociales; de ceux qui voudraient persuader aux ouvriers que, s'ils sont petits, c'est parce qu'ils se tiennent à genoux devant les classes dites dirigeantes, mais qu'en se tenant debout ils deviendraient gigantesques.

« L'utopie a pourtant cet avantage que ceux qui en sont possédés jouissent par anticipation d'un état de choses dont ils ne jouiront jamais, en réalité, et cet autre qu'elle est le symptôme de la tendance de l'homme à améliorer son sort. »

Bien autrement importante et nécessaire que toutes les utopies historiques, morales et sociales, qui ont cours dans l'Humanité, est « l'utopie religieuse », la plus antique, la plus complexe, la plus universelle, la plus résistante, la plus logique, la plus douce, la plus réconfortante, et qui, née avec l'Humanité, l'accompagnera jusqu'au dernier soupir de son dernier représentant. C'est surtout le fait de la mort de l'un de leurs semblables, quand il est venu à se produire sous les yeux des hommes, qui a éveillé en eux l'idée qu'une autre vie devait succéder à celle-ci.

Mais bien d'autres calamités que la mort affligent

l'âme humaine, pour lesquelles le songe d'une autre vie apporte d'ineffables compensations qu'on chercherait en vain ailleurs; Donc, les religions, quoique foncièrement utopiques, dénotent une extraordinaire profondeur philosophique.

Et la légitimité de cette utopie, supérieure à toutes les autres, M. Cimbali l'a démontrée dans une page superbe qu'il convient de citer:

« Allez place Saint-Pierre, et mettez-vous un peu à méditer sur les vingt siècles de l'histoire du christianisme — la plus matériellement grande, la plus spirituellement belle, et la plus socialement utile religion du monde — et vous ne pourrez que rester effrayés et confus en pensant à tout ce qu'est capable de produire, sous cette seule forme, le besoin irrésistible qu'a senti l'Humanité de se sauver des étreintes de la mort et des tempêtes de la vie. Vous vous expliquerez facilement alors comment le germe d'une humble idée a pu, en se développant, précipiter dans la ruine le plus grand empire du monde, appuyé sur une foi incertaine, sur la force, sur la toute-puissance; comment cette idée a pu monter de l'obscurité des catacombes aux splendeurs du Vatican; comment elle a pu demeurer respectée et crainte entre les mains de prêtres *empaïennisés* et luxurieux; comment de cette colline réputée sacrée le Souverain Pontife peut distribuer des paroles d'espérance immortelle à presque tout l'Univers. Le spectacle est si imposant, si merveilleux, si stupéfiant, que même les esprits les plus dénués de préjugés sont souvent, en face de ce spectacle, contraints de se demander, avec une vive inquiétude, si ce n'est pas eux, les réprouvés, qui se trouvent dans l'erreur, au lieu que ce soit la pres-

que totalité du genre humain qu'ils traitaient d'aveugle et éternel enfant...

« Et là surgit une question: La philosophie doit-elle, sous prétexte de lutter contre le faux, combattre la religion, qui est comme une philosophie sans raisonnement, qui est la philosophie des masses? certainement, si on la considérait du point de vue de la vérité on devrait répondre affirmativement. On pourrait aussi, il est vrai, de ce même point de vue, pour laisser aux hommes le choix dans l'indécision dire que, si personne ne peut assurer que nous ayons une seconde vie, personne non plus ne peut soutenir que nous n'en ayons pas, et de toute façon, comme dit Pascal, rien ne coûte de croire que nous en puissions avoir une.

« Mais si, d'autre part, la question est considérée comme elle doit l'être, du point de vue de l'utilité individuelle et sociale, on ne pourrait que répondre négativement. Et à ce propos Giordano Bruno, non suspect de tendresse pour les superstitions, dit: « Les théologiens qui sont à la fois savants et religieux, n'ont jamais entravé la liberté des philosophes, et les philosophes dignes de ce nom ont toujours favorisé les religions, parce que les uns et les autres savent que la foi est utile à l'instruction des multitudes grossières et que la démonstration sert aux contemplatifs qui possèdent le gouvernement d'eux-mêmes et des autres. »

La conclusion du beau livre de M. Cimballi est à tendances optimistes. Il estime que, ne pouvant absolument rien contre la force mystérieuse qui préside en principe à l'évolution du monde, toutes nos invectives contre elle sont pour le moins inutiles ou plutôt qu'elles n'ont d'effet que contre nous-mêmes.

Il va jusqu'à dire ceci : « Ce n'est pas seulement par des motifs de prudente opportunité qu'il nous faut accepter le monde, comme il est, c'est aussi par des motifs tirés de son propre mérite. Tout y est disposé et ordonné avec une pondération, avec un calcul, avec une mesure, avec une harmonie, avec un rythme vraiment stupéfiants, et, si parfois nous croyons y voir un manque d'harmonie et des contradictions, c'est le résultat de notre sot orgueil et de notre ignorance. »

Quant à lui, il se soumet d'une volonté consciente à la sainte volonté des choses, que d'autres appellent la sainte volonté de Dieu, parce que c'est là ce qui lui semble le plus sage à tous égards. Mais « quoi qu'il en soit, dit-il en terminant, nous serions des prêtres bien peu avisés de la réalité que nous adorons et que nous voudrions voir adorée, si nous espérons que tous et toujours conviendront avec nous que le monde est bien comme il est. Beaucoup — les plus nombreux peut-être — resteront convaincus du contraire, demeurant éternellement rebelles ou rêvant, même les yeux ouverts, des mondes meilleurs. »

Selon une méthode que nous croyons bonne et que nous souhaitons voir plus employée, nous avons laissé, le plus possible, dans cette étude, la parole à l'auteur lui-même, ce qui permet au lecteur de le juger d'une manière plus sûre qu'il ne le ferait sur nos commentaires et d'admirer spontanément ce puissant esprit sans que nous prenions le soin parasite de lui expliquer en quoi il est admirable.

Edmond THIAUDIÈRE.

Revue des Opinions des Faits et des Idées

LES FAUTEURS DE L'ANTIMILITARISME.

Peu après la condamnation d'Ullmo, les journaux de Toulon publièrent cette note: « La Préfecture Maritime s'est préoccupée de la présence de Lison à Toulon, et une démarche a été faite pour obtenir son départ de notre ville où elle continue à recevoir des officiers de marine. »

Et l'on a trouvé cela tout naturel!

Ainsi, voici des officiers qui n'ont pas même la force de volonté que donne la plus vulgaire dignité de se garder d'une basse prostituée, de se défendre contre le vice de l'opium, et c'est à eux que sont confiées la garde de notre marine et la défense de notre France!

Ce n'est pas Lison qu'il faut expulser, ce sont ces officiers sans caractère qu'il faut révoquer.

Ces officiers indignes et lâches sont les fauteurs de l'indiscipline et de la rébellion, — et conséquemment de l'antimilitarisme.

D'AUTRES FAUTEURS.

Dans un des derniers procès antimilitaristes, les accusés et leurs avocats ont cité, avec les chiffres, des journaux et personnalités qui émargent régulièrement aux caisses des grandes banques, compagnies, etc., dont quelques-unes ne sont pas sans avoir des intérêts au Maroc.

Il ne leur a pas été répondu, — et pour cause. On les a condamnés sans phrase. Les antimilitaristes qu'ils dénonçaient sont autrement dangereux pour-

tant; mais ceux-là tiennent les puissances, et jusqu'à la ruine de la France. Comme l'a écrit M. Hanotaux, ils « mettent en jeu l'honneur de notre pays, sa foi patriotique et peut-être sa destinée. »

LA DELATION.

Du Temps :

« La délation fut sans doute de tous les temps, mais elle fleurit d'une façon particulière en France depuis le ministère Combes. Ses ravages s'exercent surtout en province. Le fonctionnaire est épié, suivi, dénoncé par les politiciens d'arrondissement, qui s'investissent eux-mêmes de la fonction de « purger » la République. Tout plie, tout casse devant le délégué administratif, dont M. Combes parla naguère avec tant de révérence, lequel délégué n'est souvent qu'un candidat fonctionnaire comptant sur ses délations pour prendre la place du voisin. Nous avons, nous, connu dans un chef-lieu de canton l'un de ces délégués, qui joignait à cette fonction officieuse celle d'épicier. Il dénonçait au pouvoir les fonctionnaires qui s'approvisionnaient chez le concurrent. L'épicerie sera radicale socialiste ou ne sera pas.

« Ce régime est odieux, et il semble que le gouvernement, l'un de ses membres tout au moins, M. Cailiaux, s'en soit aperçu. Il vient d'envoyer aux préfets une circulaire qu'on ne saurait trop approuver. Les préfets ont, en vertu d'une décision ministérielle datée du 22 janvier 1883, le pouvoir d'évincer pour « torts politiques » les gérants des débits de tabacs.

« Le ministre des finances prescrit aux préfets, à l'aide d'une procédure simple qui indique, de communiquer aux gérants dénoncés les notes qui les incriminent. De cette façon, ceux-ci ne pourront pas être condamnés sans être entendus. »

Les préfets ne sont pas si naïfs. Ils savent ce que les circulaires signifient. On ne leur propose point de supprimer la délation, mais de l'organiser plus discrètement, — ce qui permettra de l'étendre.

L'ACCORD FRANCO-JAPONAIS.

Suivant nos diplomates, le traité franco-japonais devait préserver notre Indo-Chine, pour quelque temps du moins, de l'invasion nipponne.

Or voici qu'une grande Société commerciale et industrielle japonaise, qui dispose d'importants capitaux allemands, s'établit à Hanoï. Et ces Japonais ont déclaré au correspondant du *Temps* que « pour l'exploitation des périmètres miniers qu'ils vont avoir au Tonkin et en Annam, ils comptent faire venir de la main-d'œuvre japonaise, la main-d'œuvre annamite ou chinoise leur paraissant inférieure. Il semble donc fort possible, ajoute le journaliste, que l'émigration nipponne, refoulée sur tant de points du monde et trouvant des obstacles devant elle, cherche un débouché du côté de notre colonie ».

Ces négociants d'avant-garde comptent, pour leurs débuts, demander à la colonie le monopole du tabac. « Votre gouvernement peut bien faire ce petit sacrifice pour nous, disent-ils, puisque nous venons de conclure un accord d'amitié et que nous lui faisons faire des économies sur ses canons et ses fusils. » Ils ne cachent pas, au surplus, ce qui donne sa vraie signification à cet événement commercial, qu'ils ont déjà reçu, « de divers groupes annamites, avec prière de les transmettre à leur gouvernement, des lettres demandant leur aide pour échapper à la domination française. »

C'est qu'il n'est pas de traité qui puisse dispenser un peuple de rester fort. Les économies qu'on fait

sur les canons et les fusils sont en définitive onéreuses, et non pas seulement moralement. En tout cas, ce sont ceux qui ne les font pas qui en profitent. C'est ce qu'entendent les Japonais de Hanoï, — et ce qu'ils nous feront entendre quelque jour.

LES 15.000 FRANCS.

M. Archimbaud père vient d'être élu député de Die à une énorme majorité. En Chine, on récompense ainsi les parents des vertus des fils. Mais ce n'est pas le cas, M. Archimbaud fils n'a pas manifesté plus de vertus que n'en exige la profession de candidat radical-socialiste, — ni plus de caractère. Les électeurs n'ont donc voulu que protester contre les 15.000 francs que se sont alloués nos maîtres dans les conditions qu'on sait.

Ce n'est pas le coup sournois qui est visé, ni le gaspillage du budget; ce n'est pas l'anarchie administrative, la piraterie financière, la concussion généralisée, les tripotages, qui nous coûtent un peu plus de 6 millions par an, ni la trahison, la tyrannie jacobine, la ruine du pays: l'électeur n'en veut qu'à la « situation » que s'est faite le député, et qu'il juge trop au-dessus de la sienne. Pour tout dire, c'est l'envie, le plus fort sentiment de la démocratie, qui l'anime. Et c'est infiniment triste.

*CONTRE LES ABUS
DE L'AFFICHE-RECLAME.*

On sait à quels abus en est arrivée la publicité à outrance. « Dans le désir de s'établir plus particulièrement aux endroits qui attirent l'œil, dit M. Charles Beauquier, la publicité a entrepris de spéculer sur la beauté d'un pays. De là cette savante succession d'écrans masquant les plus ravissants paysages.

Mais, de toutes parts, ce fut un tollé général; tel voyageur, venu de fort loin pour admirer un spectacle à lui vanté, s'en retournait fort déçu d'avoir retrouvé avant tout l'adresse du meilleur cirage ou du plus soluble des chocolats. »

M. Beauquier a l'heur d'être député. Il a donc déposé un projet de loi dont voici l'article principal: « L'affichage est interdit sur les édifices et monuments naturels et dans les paysages et sites classés. Il est également interdit autour des dits monuments, édifices, sites et paysages, dans un périmètre qui sera, dans chaque cas particulier, déterminé par un arrêté préfectoral, sur avis conforme de la Commission départementale des sites. »

C'est fort bien; mais cette loi n'ayant aucune conséquence électorale, il est probable qu'elle restera ensevelie dans les oubliettes des Commissions. Nous attendons mieux du moyen employé par les hôteliers de la vallée du Rhône qui ont décidé le boycottage « des industriels qui se plaisent à déshonorer les flancs des montagnes nationales avec leurs écriteaux, affiches, pancartes de dimensions ridiculement exagérées et placées avec intention sur les points les plus en vue, auxquels ils enlèvent leur caractère naturel. »

PAR TOUS.

Le Mouvement syndical chez les Instituteurs

Les instituteurs ont présentement une mauvaise presse. Que s'est-il donc produit? Ecoutez plutôt A. Arnaud, instituteur à Béziers, dans la brochure qu'il vient de publier (1): « ... Ce qui semble surtout éton-

(1) *L'Instituteur français*, en vente chez l'auteur, 22, rue Kléber, à Béziers. Prix 1 fr. 25.

ner les esprits sages, ce ne sont point les revendications de ce fonctionnaire, c'est plutôt la manière dont il manifeste son mécontentement ou bien la tournure qu'il donne à ses plaintes. ... Aujourd'hui qu'il se sent moins seul, il sort de son cœur tous les ferments amassés depuis vingt ou trente ans de souffrances et communique à ses camarades, à ses collègues le résultat de ses modestes réflexions sur les hommes de sa génération, sur les puissants du jour, sur son entourage, sur la société. Il le fait avec véhémence, soit; mais n'est-il pas excusable? On était si bien habitué à sa passivité que sa conduite actuelle étonne. Dès qu'on voit une Amicale s'agiter en faveur d'un de ses membres, on s'étonne; si c'est la constitution d'un syndicat, on crie... »

Sans doute, il s'est rencontré parmi nous quelques impatients qui se sont livrés à des manifestations inopportunes, mais de là à dire que les instituteurs en général sont des antipatriotes ou des partisans de l'action directe, il y a loin; la vérité est tout autre.

Afin de mieux expliquer les diverses tendances qui se manifestent actuellement dans le corps enseignant primaire, je me permettrai de jeter un rapide coup d'œil sur le passé. Si nous remontons à quelques années en arrière, que voyons-nous? Dans chaque département les instituteurs et institutrices forment une Association dont le nom d'Amicale est à lui seul tout un programme; ou plutôt je devrais dire que ce programme n'existait pas: c'était tout simplement un sentiment d'amitié qui rapprochait les membres de l'Amicale; celle-ci constituait un centre familial, rien de plus. Mais l'esprit qui l'animait ne devait pas tarder à se transformer. Nous eûmes, en effet,

l'idée toute naturelle de faire servir nos premières associations à la défense de nos intérêts corporatifs. Seulement ces associations étaient placées sous le régime de la loi de 1901, et comme telles, elles devenaient insuffisantes pour remplir le nouveau but que nous voulions leur assigner. Voilà pourquoi des réclamations, d'abord timides, puis plus hardies, se firent entendre dans la presse pédagogique en faveur de l'extension du droit syndical aux instituteurs.

Dès lors, les instituteurs syndicalistes commencèrent à attirer l'attention du public. Avant de le montrer à l'œuvre, je crois intéressant de reproduire ici le jugement que portait sur eux M. Devinat, directeur de l'École Normale d'Auteuil, dans *l'École Nouvelle* du 5 octobre 1907: «... Qu'on y prenne garde! Ce sont des conquérants qu'on n'arrêtera ni par des manifestations tapageuses, ni par des épithètes désobligeantes. Ils savent d'où ils viennent, où ils vont. Ils se sont mis d'accord sur quelques lignes directrices, quelques formules essentielles. Ils se sont tous groupés autour d'un même périodique, *la Revue de l'Enseignement primaire*, où Jaurès écrit régulièrement, qui leur sert de lien et de soutien, où ils retrouvent chaque semaine à la fois leurs doctrines et leurs mots d'ordre. Beaucoup d'entr'eux sont des militants entraînés, d'un tempérament robuste...»

Ces appréciations sont d'autant plus significatives qu'elles émanent d'un adversaire déclaré du syndicalisme universitaire.

Et maintenant revenons aux faits.

En novembre 1905, les syndicalistes firent paraître dans la «*Revue*» dont parle M. Devinat, un manifeste où ils précisèrent très nettement le but qu'ils se proposaient d'atteindre: à savoir, la capacité syn-

dicale pour leurs associations sans restriction aucune et le droit d'adhérer aux Bourses du travail. Puis ils organisèrent une active propagande et firent tant et si bien que la question se trouva posée devant l'opinion publique après avoir déjà été l'objet d'un débat à la Chambre (séance du 7 novembre 1905, si mes souvenirs sont exacts), débat qui eut pour résultat de mettre fin aux poursuites engagées contre les syndicats déjà existants. — Les choses en restèrent là; de nouveaux syndicats se formèrent; ils ne furent pas inquiétés. L'évolution se poursuivait donc lentement quand tout à coup une avant-garde d'impaticients se sépara du gros des syndicalistes, et dans un Congrès, à Nantes, décida en principe l'adhésion à la Confédération générale du travail. Cette bravade ne resta pas longtemps sans réponse, et, à la suite d'une lettre ouverte à M. Clemenceau, des fonctionnaires furent révoqués, entre autres l'instituteur Nègre. Malheureusement Nègre ne fut pas le seul à supporter les conséquences d'un acte inconsidéré. La cause syndicaliste elle-même fut compromise et notre corporation tout entière dut subir le contre-coup des attaques habilement dirigées par les réactionnaires et les modérés contre les turbulents auxquels je faisais allusion tout à l'heure. Tel est du moins l'avis de A. Arnaud, déjà cité: «..... Mais notre impatience à tout demander à la fois avec des gestes comminatoires nous a desservis; depuis le Congrès syndicaliste de Nantes, nous n'avons pas fait un pas, nous piétinons ou plutôt nous tournons comme des toupies hollandaises, désorientés...».

Les discussions qui eurent lieu l'an dernier à Clermont, me font cependant croire que nous ne sommes pas aussi désorientés que veut bien le dire Arnaud.

C'est qu'en effet depuis le Congrès de Nantes, où étaient représentés quelques syndicats seulement, un autre Congrès, qui fut véritablement celui de tous les instituteurs de France (1), s'est tenu à Clermont, les 8, 9, 10 et 11 août 1907. Dans mon prochain article j'aurai l'occasion de dire quelques mots sur ce Congrès et sur les opinions qui s'y firent jour. M'appuyant ainsi sur une base solide, je pourrai plus facilement mettre en lumière le véritable but de ceux d'entre nous qui considèrent leur fonction comme un instrument de progrès social et qui, sans bruit et sans éclat, cherchent à perfectionner cet instrument grâce à une organisation corporative de plus en plus forte et de plus en plus indépendante.

G. BOURLIER, *instituteur*.

Les Livres qui font penser

France d'exil. par Henry BARGY, 3 fr. 50 (A. Colin, édit., 5, rue de Mézières). — Education et colonisation, tels sont les deux problèmes qu'aborde ce livre, sous forme d'un roman vécu. Il s'agit d'un Français, un Polytechnicien, façonné, comme l'Université façonne, pour être fonctionnaire ou littérateur, et qui s'est placé dans une situation où il lui faut vivre en homme, libre et responsable, c'est-à-dire prendre des décisions et agir. « Je suis trop hardi pour mon ancienne vie, dit-il, parce que j'ai découvert le monde, et trop lâche pour la nouvelle, parce que je l'ai découvert trop tard. »

(1) 426 délégués de 101 associations étaient réunis pour représenter 85.000 instituteurs.

C'est en Nouvelle France qu'il s'est aventuré, dans cette Acadie peuplée par d'énergiques pionniers français, et fertilisée par ces colons restés français dont Longfellow a dit que « le plus riche était pauvre, et le plus pauvre dans l'abondance ». C'est là qu'il y a des terres libres, où les familles s'appellent en patois des « nations », où « les sages ont une belle vieillesse », et c'est là que le passage de « quelqu'un de France réveille la bonne volonté ».

Mais il faut agir, et notre Polytechnicien, s'il veut, ne sait pas vouloir. L'éducation ne lui a appris qu'à raisonner, et, en contact avec la vie vraie, « il donnerait tout son esprit qui raisonne pour l'esprit qui réussit. » Toutes ses entreprises échouent par ses hésitations, et même celles du cœur. C'est que « dans les décisions imprévues, le sang s'émeut; et les instincts décident... Ces combats du désir et de la crainte, qui font les voluptueux, font aussi les vaincus. » Il nous dit encore: « Je devine, d'un bout à l'autre de ma vie, un vide dont je distingue mal la nature. Ma lassitude est le désir d'un effort: dans une fatigue du passé une impatience de l'avenir s'insinue, et le malaise que m'ont laissé les heures mortes est la fièvre des heures attendues. »

Voici, actuellement, les meilleurs missionnaires de la patrie française: « Depuis ma douzième année, j'ai eu la folie des aventures héroïques; il n'y a rien eu de médiocre dans mon pressentiment de la vie, mais il n'y a rien eu que de médiocre dans l'apprentissage que j'en ai fait. Adolescent, j'ai eu les pensées d'un conquérant et fait les gestes d'un esclave. Curieux d'épreuves, je n'ai pas rencontré l'occasion d'une entreprise. Que d'audaces perdues en rêveries! Mes regrets prennent corps en une pitié pour les adolescents, et je voudrais leur préparer une jeunesse plus instructive que la mienne. Trois mille Français par an émigrent aux Etats-Unis: la France regarde, indifférente,

le flot de ses jeunes gens alimenter de laveurs de vaisselle le monde. Elle pourrait former d'eux, si elle en prenait la peine, les ingénieurs, les marchands et les penseurs dont elle manque au loin. La vie des exilés, n'étant pas normale, ne peut être moyenne: elle est intense ou médiocre, et une colonie, à l'étranger, est une élite ou un rebut; je rêve pour les émigrants une éducation plus complexe que pour les autres hommes parce que leur carrière sera plus compliquée: je voudrais, autour de ceux qui s'exilent jeunes, une protection savante, qui les fassent hommes de culture et d'audace. Ils sont les organes nécessaires par où les nations communiquent, et leur personne donne corps à l'image qu'une race se forme d'une autre; s'ils ont l'esprit inventeur, ils multiplient les rapports, puis les liens entre les peuples. L'émigration change le monde. Il n'y a plus à en chercher le pourquoi, mais le comment. Toute la question est de savoir si les émigrés seront autant de déracinés ou autant d'acclimatés, si l'émigration sera un écoulement morbide ou une fonction saine, et les colonies à l'étranger, des tumeurs ou des organes.»

Il veut être de ces hommes qui, de leurs mains calleuses, édifient un foyer, qui est une parcelle de l'âme française sur cette partie du monde qui fut nôtre et que les vertus tenaces de notre race, préservée d'une instruction fausse, énervante, a su conserver. Mais il s'aperçoit qu'être ouvrier n'est qu'une attitude, voire une déchéance, si l'on ne peut être bon ouvrier. «Nous croyons, fils de bourgeois, que les loques font l'ouvrier, et pour avoir été plus patient qu'un loqueteux je me suis cru un bûcheron: après l'illusion d'avoir échappé à moi-même, quel rappel à ce que je suis! Même en mon métier, que de fois je n'ai poussé le travail que jusqu'où le plaisir cesse! La lâcheté de ma jeunesse m'épouvante... J'entends en moi le glas de trois cloches, dont la plus sourde gronde: qu'as-tu fait?

la plus sonore: que fais-tu? la plus déchirante: que feras-tu?»

C'est à toute la jeunesse française que cette angoissante question se pose: que fera-t-elle? De bons livres comme *France d'exil* préparent les actes qui la résoudront.

La Dramaturgie d'Orange. par Gabriel BOISSY, 1 fr. (Editions nouvelles, 49, rue Gay-Lussac). — Les somptueuses représentations du théâtre antique d'Orange ont provoqué un peu partout d'intéressantes manifestations d'art dramatique en plein air. Cet art est populaire, car il lui faut tout le peuple pour spectateur, sinon comme acteur. Il l'est plus encore par sa grandeur d'inspiration. C'est que l'espace, le plein air la simplicité héroïque purifient les joies collectives et exaltent les poètes. Par là, tout concourt à la magnificence.

Mais le peuple est l'élément indispensable. Je dis le peuple, masse organique, reliée par une âme commune, non la foule. Et nous n'avons plus que la foule, troupeau d'électeurs, sans volonté, sans idéal, sans enthousiasme.

L'auteur, ingénument, fait appel aux dirigeants jacobins pour qu'ils encouragent la création des théâtres en plein air. Or, tout ce qui anime, tout ce qui élève est, proprement, contre le régime. La République n'a pas besoin de joie, ni de beauté. Il ne lui faut que des électeurs, c'est-à-dire des brutes.

Contre l'oligarchie, par Edouard LECOQ, 3 fr. 50 (Fédération des Jaunes, 4, boulevard des Italiens). — On ne criera jamais assez fort contre l'oligarchie qui nous tient aujourd'hui. Je ne reprocherai donc pas à l'auteur la véhémence de son indignation. Mais c'est peut-être l'affaiblir que de l'exhaler en 500 pages. Et ce n'est pas sans quelque confusion. Il y a des principes d'ordre politique et social que M. Lecoq mécon-

naît, et sur lesquels Auguste Comte l'eût mieux instruit que Mirabeau. L'auteur est certainement un esprit généreux et un cœur ardent, il est jeune, et l'on souhaiterait que tant de bonne volonté ne se gaspillât point en des « gestes » vains, en des agitations équivoques. Les hommes d'action désintéressés sont malheureusement trop rares pour qu'ils puissent négliger le devoir primordial de coordonner leurs pensées et de discipliner leurs actes.

L'Enfance de Paris, par Marcel POËTE, 3 f. 50 (A. Colin, édit., 5, rue de Mézières). — L'enfance de Paris va des origines de l'île de la Cité, comprenant une dizaine d'hectares jusqu'au moment où Philippe-Auguste établit une enceinte englobant les deux rives. L'auteur note l'évolution de Paris à l'époque gallo-romaine, au VI^e siècle, aux âges mérovingien et carolingien, dans sa résistance aux incursions normandes; il étudie sa formation féodale par les établissements religieux, notamment par l'abbaye de Saint-Germain des Prés, le développement parallèle des deux rives, la constitution de la collectivité parisienne; enfin il nous montre qu'au XII^e siècle Paris est déjà la ville lumière, c'est-à-dire un centre intellectuel et artistique réputé.

A propos d'un livre de Mæterlinck, par H. L. FOLLIN. — Le livre dont il est parlé, c'est *l'Intelligence des fleurs*. M. Follin lui trouve justement de grandes beautés. Le cerveau de Mæterlinck, dit-il, « c'est le reflet de l'Univers qui se contemplerait dans tout son mystère et s'aimerait dans toute sa beauté. » Cependant il le reprend sur un chapitre, celui de « Notre devoir social », et l'on sent bien qu'il n'a voulu exprimer son admiration en cette brochure que pour morigéner Mæterlinck sur un point qui lui tient au cœur, — un cœur anachronique d'économiste individualiste. Et voici ce point.

« Partons loyalement, dit Macterlinck, de la grande vérité: il n'y a pour ceux qui possèdent qu'un seul devoir certain: qui est de se dépouiller de ce qu'ils ont, de façon à se mettre en l'état de la masse qui n'a rien ». On voit qu'il y a de quoi faire bondir un économiste orthodoxe. Et celui-ci s'écrie: « Notre devoir social? N'est-ce pas l'autre nom de notre devoir individuel, qui est de rendre au milieu plus que nous ne lui empruntons, mais de ne jamais permettre qu'il détruise de nous plus qu'il ne nous donne? » — comme si, même en nous détruisant complètement, la société pouvait détruire plus qu'elle ne nous a donné!

Au surplus, il ne faut pas attacher tant d'importance à la charité littéraire.

L'Épargne scolaire. Ses dangers moraux et sociaux. par Paul DESCHAMPS (Edouard Pelletan, édit., 125, boulevard Saint-Germain). — Le Français a deux ridicules: l'amour du ruban et le goût de l'épargne. Vanité et timidité, ce sont deux défauts de race. Est-il nécessaire de les cultiver? C'est ce que se demande M. Paul Deschamps. Et il y répond avec un grand bon sens.

L'épargne sou à sou, le bas de laine inutile, nuisible socialement, on l'entend bien, cela n'a rien à voir avec la constitution du capital social. Et d'ailleurs, ici, il ne s'agit pas de l'épargne faite par celui qui produit, et qui peut s'admettre à la rigueur dans une société presque dissoute, mais de cette culture des sentiments cupides, égoïstes, envieux, haineux qu'est l'épargne scolaire. Comme le dit fort bien M. Paul Deschamps, « à l'âge où l'esprit, le cœur, l'imagination sont sollicités de tous côtés, la pratique de cette vertu stérile, l'épargne, concentre sur lui-même et sur un des plus bas aspects de la nature toute son attention. L'égoïsme reste sans contrepoids suffisant, se développe à son aise, tarit les sentiments généreux et délicats qui font le charme du premier âge de la vie. L'apprentissage

de la solidarité, commencé dans la famille et continué à l'école, est faussé. Tous les efforts, toute la volonté de l'enfant se tendent vers la possession de la petite somme d'argent qui nécessite une préoccupation de tous les instants, puisque ce n'est que sou à sou et au bout d'un temps très long qu'elle devient un avantage appréciable pour lui, mais, en réalité, dérisoire. Si l'enfant est tenté par une action généreuse, par un devoir de solidarité vis-à-vis d'un petit camarade, s'il veut se laisser aller à quelque marque d'amitié, toute sa générosité native se trouve refoulée par la perspective de reculer, ne serait-ce que d'un jour, la formation de sa petite fortune... L'enfant n'a rien gagné; mais ce qu'il a perdu, c'est l'habitude des bonnes et franches actions, l'inspiration du bien, dépourvu de tout calcul intéressé; vertus qu'on ne reconquiert plus, quand on ne les a pas pratiquées à l'âge où elles sont faciles et agréables.»

L'épargne scolaire, c'est de la contre-éducation sociale. — et ce n'est pas la seule, d'ailleurs, qu'on applique à l'école laïque. Ne faut-il pas éteindre toutes les étoiles? Il semble que cette école soit d'autant plus laïque qu'elle abaisse plus l'âme et dessèche le cœur. Jadis à l'école des Frères, on engageait les enfants à donner des sous pour le rachat des petits Chinois. Je ne sais si ces sous ont été bien utiles aux petits Chinois, mais je sais que les enfants apprenaient ainsi qu'il y a une humanité solidaire. — et cela valait mieux qu'un livret de caisse d'épargne.

Sur quelques idéalistes. par H. GAILLARD DE CHAMPRIS, 3 f. 50 (Bloud, édit., 4, rue Madame). — De ces idéalistes, qui sont Alfred de Vigny, J.-J. Rousseau, Brunetière, Sully-Prudhomme, Jules Lemaitre, Henry Bordeaux, l'auteur nous parle surtout en moraliste. C'est de la saine critique. Une œuvre ne peut intéresser profondément qu'autant qu'elle se maintient dans le rythme social, qu'elle participe à la vie col-

lective, l'élargit, l'intensifie et l'élève. Le talent qui n'est pas au service de la socialité, qui s'exerce à vide ou à faux, nous répugne comme une monstruosité.

M. Gaillard de Champris est un catholique. C'est dire quelles qualités il apprécie chez ses « idéalistes » et quelles faiblesses il déplore. Il n'importe. Cela ne saurait l'empêcher de louer le noble poète qu'est l'athée Alfred de Vigny, — non plus qu'un positiviste d'applaudir à la mâle éloquence d'un Brunetière. C'est que le catholique et le positiviste se placent au même point de vue social. S'ils ne s'inclinent point devant les mêmes symboles, ils s'inspirent des mêmes vérités profondes.

Le Demi-Dieu, par Henri FOCILLON, 3 f. 50 (E. Sansot, édit., 7, rue de l'Eperon). — « Le Demi-Dieu » n'est que la première partie de scènes et de dialogues philosophiques dont les autres s'intitulent : « Erostrate ou la Gloire », « Faust », « la Rose d'or ». Je les ai lus avec agrément. L'auteur a du talent, de l'érudition, il joue de l'ironie avec distinction, il en joue trop peut-être, — pour notre instruction. C'est probablement une condition du genre qu'il a choisi ; mais ce n'est pas sans nuire à la clarté de l'idée ; l'art y gagne, la philosophie y perd. Il faut choisir.

Raisons biologiques et économiques de l'inégalité de la femme dans le travail, par Madame Henri SCHMALL (41, rue Gazan). — Le point de vue féministe est radicalement faux, même quand il est exprimé avec modération et talent.

G. DEHERME.



Nous avons reçu :

**La Vision cérébrale, la Figuration des re-
liefs. Unification des signes et symboles em-
ployés dans le dessin.** par F.-J. PILLET, trois fas-
cicules de la Bibliothèque graphique du dessinateur
industriel, 1 fr. 50, 1 fr. 50 et 2 fr. (38, boulevard
Garibaldi). — Ces brochures, surtout les deux der-
nières, s'adressent aux professeurs de dessin et aux
dessinateurs industriels.

Entre la vie et le rêve. par FLORIAN-PARMEN-
TIER, 3 f. 50 (Editions de l'impulsionnisme, 17, rue Fon-
taine). — Des poèmes « impulsifs » qui ne prétendent
qu'à la sincérité de l'émotion exprimée. Et ce n'est que
l'auteur même qui en peut juger.

La Maison du Seigneur. par André DES VER-
NYÈRES, 3 f. 50 (Sansot, édit., 7, rue de l'Éperon). —
L'auteur a voulu nous donner quelques aspects de la
vie au séminaire.

Abnégation. par Nadège NOSTRI, 3 f. 50 (Vic et
Amat, édit., 11, rue Cassette). — Roman de mœurs
russes.

**Pour éviter tout retard, prière d'adres-
ser, provisoirement, ce qui concerne la
rédaction et la direction de la Revue à
M. G. DEHERME, à La SEYNE, (Var).**

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE

PARIS — 30, Rue Jacob (6^e Arr.)

GRAND ASSORTIMENT D'OUVRAGES
d'Économie Politique, de Sociologie, de Philosophie

Finances — Impôts — Banques — Bourse

Question monétaire — Administration — Enseignement

Travaux public — Commerce

Douanes - Marine - Transports - Colonies - Economie rurale

Régime pénitentiaire, etc.

Statistique, Démographie, Population

Questions ouvrières : Mutualité, Prévoyance, Assistance,
Hygiène

DOCUMENTS OFFICIELS ET PARLEMENTAIRES

Publications des Ministères, de l'Office du Travail et du Conseil
supérieur du Travail

Projets de loi, Propositions et Rapports

DÉPOSÉS A LA CHAMBRE ET AU SÉNAT

Le classement méthodique et l'organisation de notre librairie nous permettent d'offrir ou de soumettre immédiatement quantité d'ouvrages, de brochures et de documents parlementaires sur une question déterminée.

Nous nous chargeons de rechercher les discussions aux Chambres et les travaux préparatoires d'une loi.

VENTE PAR FASCICULES SÉPARÉS

DES

LOIS et DÉCRETS promulgués depuis 1794

ENVOI DU CATALOGUE SUR DEMANDE

MARCEL RIVIÈRE

30, Rue Jacob, 30 — (6^e Arrond.) — PARIS

BIBLIOTHÈQUE

DE

Philosophie Expérimentale

Dirigée par le professeur E. PEILLAUBE

VOLUMES PARUS :

I. **Le Psychisme inférieur**, par le Dr J. Grasset, professeur de clinique-médicale à l'Université de Montpellier. 4 vol. in-8. de 510 pages, broché 9 francs, relié. 10 fr. 50.

II. **La Théorie physique**, son objet et sa structure par M. Duhem, professeur de Physique théorique à la Faculté des sciences de Bordeaux, 4 vol. in-8° de 450 pages, broché 8 francs, relié. 9 fr. 50

III. **Dieu. L'Expérience en métaphysique**, par Xavier Moissant, 4 vol. in-8° de xiii — 300 pages, broché 7 francs, relié 8 fr. 50

IV. **Principes de linguistique psychologique**. Essais de synthèse, par Van Ginneke, docteur de l'Université de Leyde, 4 volume in-8°, broché 12 francs, relié. 13 fr. 50

VOLUMES A PARAÎTRE :

La Psychologie, par W. James.

Les Images. Essai sur la mémoire et l'imagination, par E. Peillaube, professeur à l'Institut Catholique de Paris, directeur de la « Revue de Philosophie ».

Cournot et la Philosophie des Sciences, par M. F. Mentré, professeur à l'École des Roches.

L'activité biologique, par M. P. Vignon, du Laboratoire de Zoologie à la Sorbonne.

La Psychologie de la main, par M. N. Vaschide, Directeur-adjoint du Laboratoire de Psychologie pathologique à l'École pratique des Hautes-Études.

BIBLIOTHÈQUE

DES

Sciences Politiques et Sociales

VOLUMES PARUS :

La journée de huit heures, par Marcel Lecoq, docteur en droit ès-sciences politiques et économiques, 1 volume in-16 broché. 2 fr.

L'avenir économique du Japon, par A. Vialatte, professeur à l'école des Sciences politiques, 1 vol. in-16 broché. 2 fr.

Le Commerce international, par G. Lecarpentier, avocat à la Cour d'appel. 1. vol. in-16 broché. 2 fr.

La Révolution sociale, par Karl Kautsky. 1 vol. in-16 broché. 2 fr.

POUR PARAÎTRE :

L'Arbitrage international, par Gidel, chargé de cours à l'Université de Grenoble. 4 vol.

La Législation ouvrière en Allemagne, par A. Hahz, avocat, 4 vol.

Cours d'économie politique, professé au Collège libre des Sciences sociales, par Ghio, 3 vol.

Les employés. Leurs besoins, leur fonction économique, leur activité sociale, par E. Delivel, 4 vol.

La Haute-Italie politique et sociale, par de Saint-Cyr, 4 vol.

BIBLIOTHÈQUE

D'ADMINISTRATION et de DROIT USUEL

Guide pratique en matière d'accidents du travail, par Poidvin, sous-inspecteur d'enregistrement. 1 vol in-16 de 210 pages. 2 fr.

Manuel du candidat aux fonctions coloniales, par Maupasset, 4 vol. in-16 de 210 pages. 2 fr.

Manuel pratique des Syndicats professionnels, associations et syndicats agricoles 1 vol. in-16. 2 fr.

La Législation sur le mouillage et le sucrage des vins, 1 vol. in-16 325 pages. 3 fr. 50